



Fondation
David
Suzuki

LES SOLUTIONS SONT DANS NOTRE NATURE

Focus Canada 2014

Opinion publique canadienne à propos des changements climatiques

Dans le cadre de son programme Focus Canada de recherche continue en opinion publique, l'Environics Institute a établi cet automne un partenariat avec la Fondation David Suzuki en vue de sonder les Canadiens sur les enjeux des changements climatiques et de définir l'évolution de leurs perceptions, s'il y a lieu, au cours des douze (12) derniers mois. Le sondage s'appuie sur des entrevues téléphoniques menées auprès de 2 020 Canadiens, entre le 6 et le 19 octobre 2014. Un échantillon de population de cette taille produit des résultats exacts à plus ou moins 2,2 %, 19 fois sur 20.

Mise en contexte

Le réchauffement planétaire est qualifié par plusieurs comme étant le défi le plus urgent auquel fait face la civilisation humaine, pourtant il ne suscite qu'une attention limitée de la part des médias et une réponse concertée en Amérique du Nord et ailleurs se fait toujours attendre. Ceci en dépit des situations météorologiques de plus en plus imprévisibles et parfois violentes subies partout dans le monde et pour lesquelles les scientifiques avaient annoncé la venue comme étant une conséquence du réchauffement planétaire. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a récemment publié son rapport définitif qui fournit les évidences scientifiques les plus formelles et leurs conséquences futures, incluant les perturbations environnementales et les bouleversements sociaux et économiques qui pourraient en résulter.

Que pense le public canadien aujourd'hui de cet enjeu que sont les changements climatiques? Les Canadiens et Canadiennes ont-ils perdu tout intérêt ou sont-ils toujours inquiets et désirent des mesures énergiques pour résoudre le problème? L'Environics Institute for Survey Research a établi un partenariat avec la Fondation David Suzuki en vue de prendre à nouveau le pouls de l'opinion publique au sujet des changements climatiques, dans le cadre de son programme continu *Focus Canada* de recherche en opinion publique. Focus Canada est un des plus anciens programmes nationaux de recherche en opinion publique au pays et constitue maintenant une initiative d'intérêt public offrant un aperçu crédible, indépendant et soutenu de l'opinion publique des Canadiens sur d'importants enjeux auxquels fait face le pays.

Le sondage comportait des questions sur des indicateurs clés de l'opinion publique sur divers aspects des changements climatiques. Ces questions provenaient d'une étude multidisciplinaire en cours (*The Canadian Environmental Barometer*), menée par le Groupe de recherche Environics. *Environics Research* a rendu accessibles les données de tendances pour ces questions (couvrant la période 2007 à 2011) aux fins de comparaison entre les résultats de la présente étude et ceux des années précédentes.

Sommaire exécutif

Pendant que les preuves scientifiques présentant un réchauffement planétaire s'accumulent, le public canadien accepte de plus en plus cette réalité et prend sérieusement en compte cet enjeu. Une majorité de personnes s'inquiète réellement des changements climatiques et de ses conséquences potentielles, comme les événements météorologiques, les impacts environnementaux et en particulier les conséquences que subiront les générations futures. Un Canadien sur dix est toujours sceptique quant à l'enjeu climatique et remet en question les évidences scientifiques, cette proportion est demeurée sensiblement identique depuis 2007.

Comme pour la plupart des enjeux importants, les Canadiens s’attendent à ce que leurs gouvernements jouent un rôle de leader dans la lutte contre les changements climatiques à l’aide de lois, de réglementations et de politiques, plutôt que de croire que les industries et les consommateurs puissent adopter des changements de façon volontaire. Cette confiance accordée au leadership du gouvernement a quelque peu fléchi au cours des deux dernières années, mais aucun autre secteur ne semble prêt, en ce moment, à relever ce défi. L’évaluation faite par le public de la performance du gouvernement quant à la lutte aux changements climatiques par rapport aux autres pays est, de façon surprenante, qualifiée de positive (vu le grand nombre de commentaires médiatiques négatifs que le Canada a reçu pendant les dernières années) et ce point de vue est demeuré remarquablement stable depuis aussi loin que 2007. Ceci reflète probablement le fait que peu de Canadiens portent vraiment une attention particulière à la politique du gouvernement dans ce domaine, autant au Canada qu’à l’étranger. Au même moment, un large appui de la population encourage le Canada à s’engager dans la mise en œuvre d’importantes nouvelles mesures ayant trait aux changements climatiques (verbalisé par près de neuf Canadiens sur dix), dans le contexte de rencontres internationales et des efforts pour trouver une solution internationale au problème.

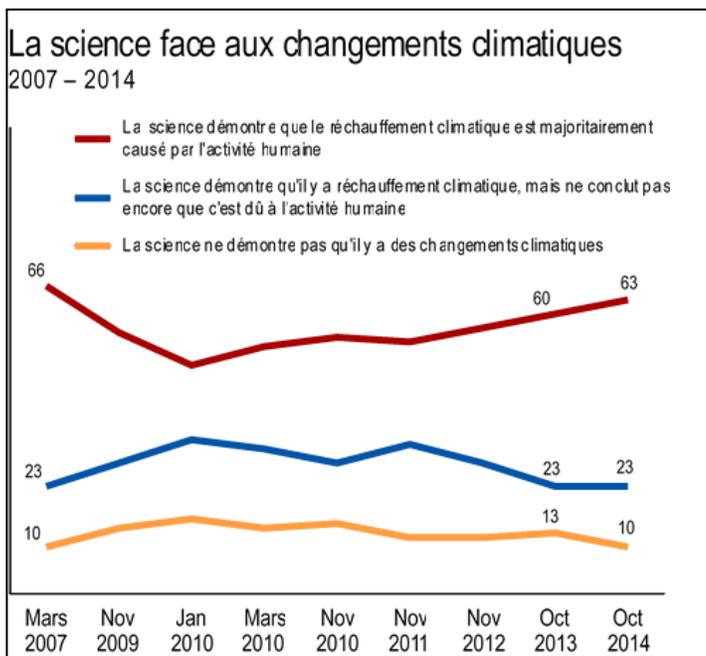
Les Canadiens anticipent que leurs gouvernements feront preuve de leadership au sujet des changements climatiques, mais peu d’entre eux sont informés des politiques qui pourraient constituer une réponse appropriée. L’opinion est divisée lorsqu’il est question de choisir si les citoyens doivent payer une partie des coûts par l’entremise de taxes et de prix plus élevés pour des produits et services; l’acceptation publique de cette idée a faibli au cours de la dernière année. Au même moment, la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique (C.-B.) a obtenu le soutien du public depuis son introduction en 2008 et ce soutien s’est renforcé au cours des douze derniers mois. De plus, il y a toujours une faible majorité pour le soutien à l’introduction dans d’autres provinces d’une taxe sur le carbone du même type que celle de la C.-B., notamment en Ontario et dans les provinces de l’Atlantique.

Science des changements climatiques

Un nombre croissant de Canadiens croient que la problématique des changements climatiques est bien réelle et est causée par l’activité humaine, en légère hausse par rapport au nombre de l’an passé et la tendance à la hausse se poursuit depuis 2010. Parmi ceux qui ne sont pas certains quant aux évidences scientifiques, leurs avis sont partagés entre agir maintenant ou attendre d’en connaître un peu plus.

Observe-t-on des changements climatiques?

Les évidences scientifiques soutiennent la réalité du réchauffement planétaire et ses effets qui sont en progression constante depuis les dernières années et l’opinion publique y répond graduellement, bien que l’intérêt ce ne soit pas aussi grand qu’en 2007, année où cet enjeu a reçu la plus grande attention publique.



Plus de six Canadiens sur dix (63 %) croient maintenant que les évidences scientifiques sont concluantes et que les changements climatiques sont principalement causés par l’activité humaine. Cette proportion a augmenté légèrement au cours de la dernière année et la tendance à la hausse se poursuit depuis janvier 2010 alors que la proportion était à un bas niveau et que seulement 49 % de la population partageait ce point de vue.

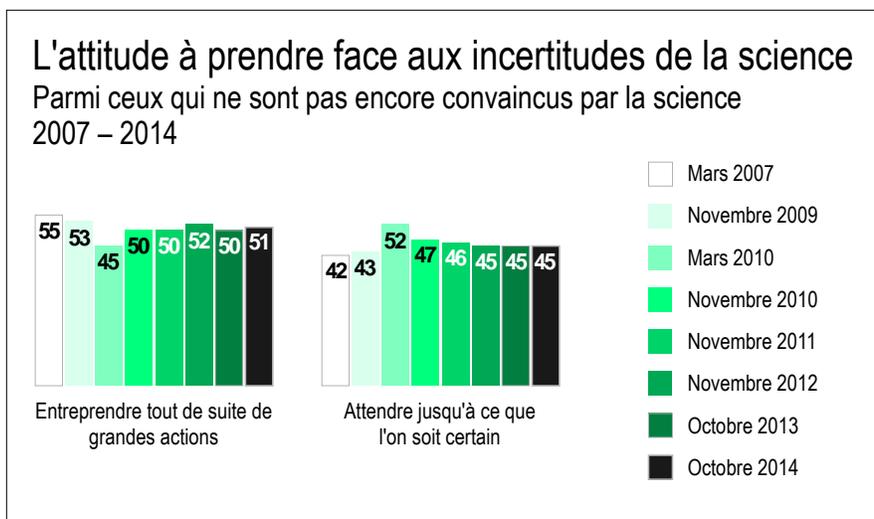
Moins d'une personne sur quatre (23 %) affirme que les changements climatiques sont réels, mais qu'elle n'est toujours pas convaincue de sa principale cause, alors qu'une personne sur dix (10 %) demeure sceptique par rapport aux preuves scientifiques; dans les deux cas, ces pourcentages correspondent aux bas résultats enregistrés en mars 2007.

Les opinions à savoir si les changements climatiques sont bien réels varient toujours à travers le pays. L'acceptation des preuves scientifiques et des causes demeure la plus répandue au Québec (75 %) où ce point de vue s'est affermi au cours de la dernière année (en hausse de 10 %). Ce point de vue est le moins susceptible d'être partagé au Manitoba, en Saskatchewan (47 %, en baisse de 5 %) et en Alberta (50 %, en hausse de 3 %). Les points de vue touchant la science des changements climatiques diffèrent aussi selon la taille de la collectivité, alors que l'acceptation est vraiment plus forte dans les principaux centres urbains (70 %) en comparaison aux régions rurales (54 %).

La conviction relative aux changements climatiques demeure en partie liée à l'éducation, cette croyance étant plus répandue parmi les Canadiens possédant un diplôme universitaire (70 %) et étant la moins partagée parmi les personnes possédant un diplôme d'études secondaires (50 %). Cependant, le plus fort indicateur quant aux attitudes est toujours l'allégeance à un parti politique fédéral : les préoccupations liées aux changements climatiques s'observent le plus souvent chez les partisans du Parti vert (82 %) et du NPD (en hausse de 3 % depuis 2013), suivi par le Parti libéral (70 %) et les partisans les moins préoccupés sont ceux du Parti conservateur (42 %, en hausse de 1 %, alors que 21 % demeurent sceptiques, en baisse de 3 %). Parmi les Canadiens qui ne sympathisent avec aucun parti politique, 59 % d'entre eux acceptent la réalité scientifique des changements climatiques (en hausse de 5 %) contre 10 % qui se disent sceptiques.

Composer avec l'incertitude. Le tiers des Canadiens qui ne sont pas convaincus de la réalité scientifique des changements climatiques demeure divisé sur la façon de composer avec l'incertitude entourant cet enjeu.

La moitié de ce groupe (51 %) affirme toujours que nous devrions dès maintenant prendre des mesures énergiques pour réduire les risques présentés par le pire scénario pouvant survenir, tandis que 45 % pensent qu'il serait mieux d'attendre avant d'agir, jusqu'à ce que de meilleures preuves de ce que nous réserve l'avenir soient dévoilées. Ces proportions restent essentiellement inchangées depuis novembre 2010.



Dans ce segment de Canadiens qui demeurent incertains quant à la réalité des changements climatiques, la préférence envers l'action est toujours plus forte chez les Québécois (63 %) et les Canadiens possédant une formation collégiale ou universitaire (55 %) et un peu moins parmi les partisans du Parti conservateur (43 %).

Inquiétudes du public face aux changements climatiques

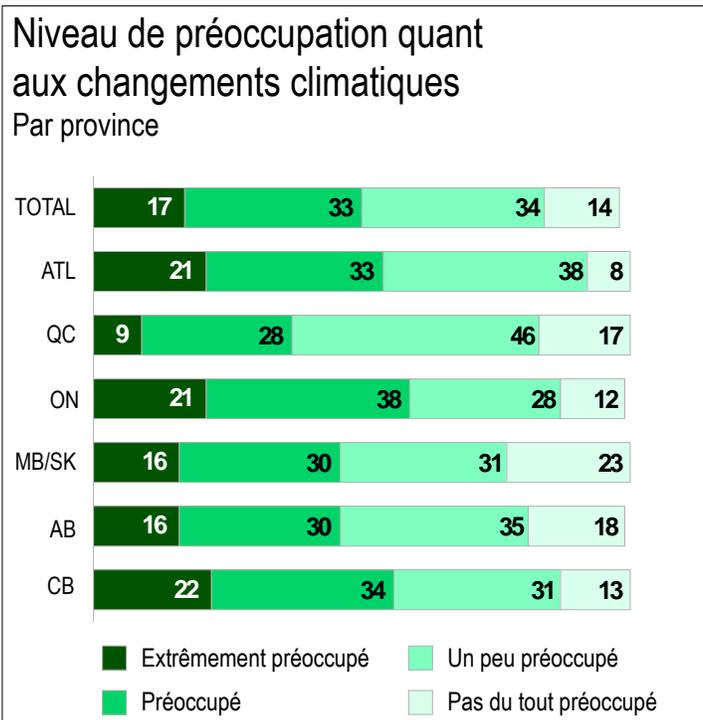
Une grande majorité de Canadiens est toujours très clairement inquiète face aux changements climatiques, bien que le degré de cette inquiétude diminue toujours au fil du temps. Les inquiétudes du public sont fondées sur un

nombre de conséquences potentielles découlant du réchauffement planétaire, mais en haut de la liste d'inquiétudes, nous retrouvons les aspects négatifs qu'auront à subir les générations futures.

Préoccupation générale face aux changements climatiques. À quel point les Canadiens se sentent-ils personnellement interpellés par les changements de notre climat, causés par le réchauffement planétaire? La plupart sont préoccupés à un certain point et la moitié affirme maintenant qu'elle est extrêmement (17 %) ou nettement préoccupée (33 %). Un autre tiers (34 %) est quelque peu préoccupé par les changements climatiques, alors qu'une personne sur six affirme ne pas être très préoccupée (8 %) ou ne pas du tout être préoccupée (6 %).

La proportion de personnes vraiment préoccupées (extrêmement ou nettement) a légèrement augmenté (hausse de 4 %) depuis novembre 2011, mais demeure toutefois sous le pic enregistré en septembre 2007 (57 % avaient exprimé ce degré de préoccupation).

Le groupe « extrêmement préoccupé » est un indicateur avancé de la préoccupation du public, car il englobe ces personnes qui montrent le plus fort lien émotif envers cet enjeu et par conséquent, les plus disposées à agir. La taille de ce groupe a en fait constamment diminué depuis 2007 et en est maintenant à son point le plus bas enregistré. Le fait que le degré de préoccupation du public au sujet des changements climatiques diminue même si l'acceptation des preuves scientifiques est croissante nous suggère que les Canadiens pourraient s'être acclimatés au problème devenu maintenant plus familier, sans la présence de nouvelles évidences probantes au sujet de son ampleur ou de ses effets.



À travers le pays, la préoccupation du public face aux changements climatiques est maintenant la plus répandue en Ontario (59 %) et en Colombie-Britannique (56 %) (ce point de vue est en hausse remarquable depuis 2011) et la moins répandue au Québec (37 %), suivie par les trois provinces des Prairies (46 %, en légère hausse en Alberta et en nette baisse au Manitoba et en Saskatchewan). Les Canadiens de l'Atlantique sont moins enclins à être nettement préoccupés (en baisse de 5 %) et non préoccupés (en baisse de 7 %), en raison du plus grand nombre de personnes se disant quelque peu préoccupées par les changements climatiques.

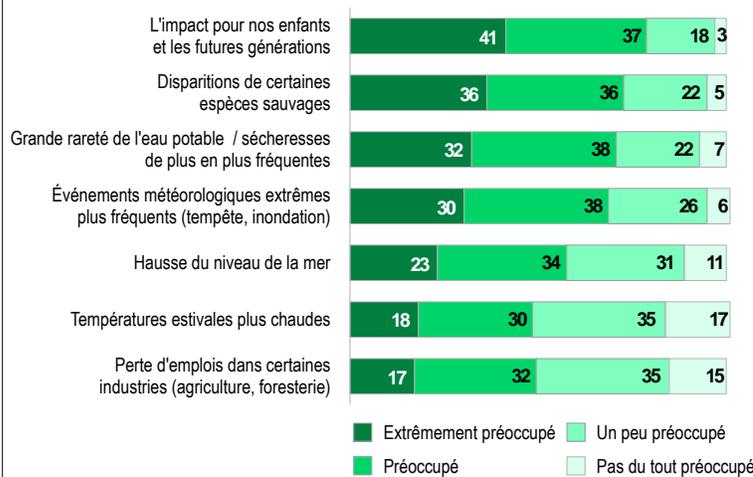
Les préoccupations sur les changements climatiques sont plus grandes parmi les Canadiens en milieu urbain par rapport aux Canadiens en milieu rural et cet écart s'est agrandi depuis 2011. Comme il est prévisible, il existe des différences d'opinions dans le spectre politique, entre les partisans du Parti vert (71 % se disent extrêmement préoccupés ou nettement préoccupés) et du NPD (64 %), en comparaison de ceux qui appuient le Parti conservateur (31 % contre 25 % chez ceux qui ne sont que peu ou pas du tout préoccupés).

Fondements des préoccupations face aux changements climatiques. On a demandé à ceux qui sont au moins quelque peu préoccupés par les changements climatiques causés par le réchauffement planétaire (81 % de la population) à quel point leurs préoccupations étaient basées sur chacune des sept conséquences potentielles spécifiées. Les sept conséquences ont été définies comme étant le fondement des préoccupations par une importante proportion de Canadiens.

Le public est tout particulièrement inquiet de ce que les changements climatiques pourraient signifier pour leurs enfants et petits-enfants (78 %), suivi de la disparition d'espèces sauvages (72 %), une plus grande rareté d'eau, ainsi que des sécheresses plus fréquentes (70 %) et des événements météorologiques extrêmes comme les tempêtes et les inondations (68 %).

Approximativement, la moitié d'entre eux exprime un certain degré de préoccupations face aux conséquences potentielles du réchauffement planétaire; qu'il s'agisse de la hausse du niveau de la mer (57 %), de la perte d'emplois dans certaines industries, comme en foresterie et en agriculture (48 %) et de températures estivales plus élevées (49 %). Plus d'une personne sur six affirme n'être que peu ou pas préoccupée par aucune de ces conséquences.

Fondements des préoccupations face aux changements climatiques

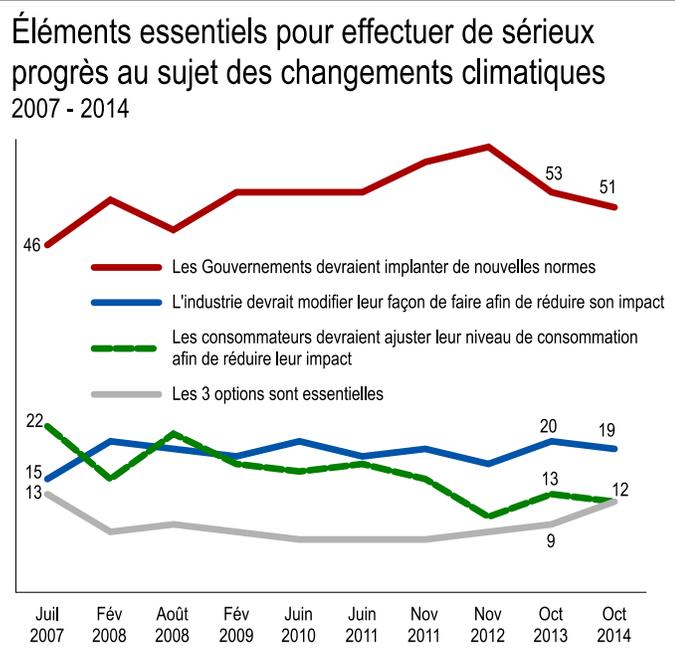


Pour toutes ces raisons, le degré de préoccupation est plus élevé en Ontario, chez les femmes et parmi les partisans du Parti vert et du NPD au fédéral, alors qu'il est plus faible au Québec et parmi les partisans du Parti conservateur, bien que même dans ces groupes, d'importantes proportions ont exprimé une nette préoccupation, par exemple quant à l'impact sur les générations futures (69 % contre 6 % qui se disent non préoccupés) et les événements météorologiques extrêmes (56 % contre 9 %). Les Canadiens ayant de faibles revenus sont parmi les plus susceptibles d'être préoccupés par les conséquences potentielles du réchauffement planétaire, causant des événements météorologiques extrêmes, la disparition d'espèces sauvages, la perte d'emplois et des températures estivales plus élevées.

Leadership du gouvernement dans la lutte aux changements climatiques

Les Canadiens se tournent d'abord vers les gouvernements et s'attendent à ce qu'ils jouent un rôle de leadership pour contrer les changements climatiques. La plupart des Canadiens croient que nous faisons aussi bien, sinon mieux que d'autres pays pour s'attaquer à ce problème, mais il existe un soutien presque universel pour s'engager à prendre d'importantes nouvelles mesures compte tenu d'un intérêt croissant à l'échelle internationale.

Le secteur le plus important où des avancées pourraient contrer les changements climatiques. Vers qui le public se tourne-t-il pour faire sérieusement progresser la lutte contre les changements climatiques au Canada? Au cours des sept



dernières années, les Canadiens ont principalement misé sur les gouvernements pour mettre en œuvre de nouvelles normes et réglementations (51 %), plutôt que d'attendre que l'industrie et le milieu des affaires changent leur fonctionnement (19 %) ou que les consommateurs changent leurs styles de vie (12 %).

Depuis 2012, la proportion de Canadiens misant d'abord sur le gouvernement est en déclin, tandis qu'un nombre légèrement plus élevé de personnes affirme que les trois secteurs ont tous une responsabilité dans l'accomplissement de progrès (12 %).

Le gouvernement est identifié comme étant le secteur où un leadership est anticipé par au moins une majorité relative de Canadiens parmi tous les groupes définis à travers le pays. Ce point de vue est le plus largement accepté par les Québécois (57 %) et par les partisans du NPD (60 %) et du Parti libéral (59 %) alors que ce point de vue est moins évident parmi les résidents des provinces des Prairies (39 %) et les partisans du Parti conservateur (40 %, bien qu'en hausse de 3 % depuis 2013).

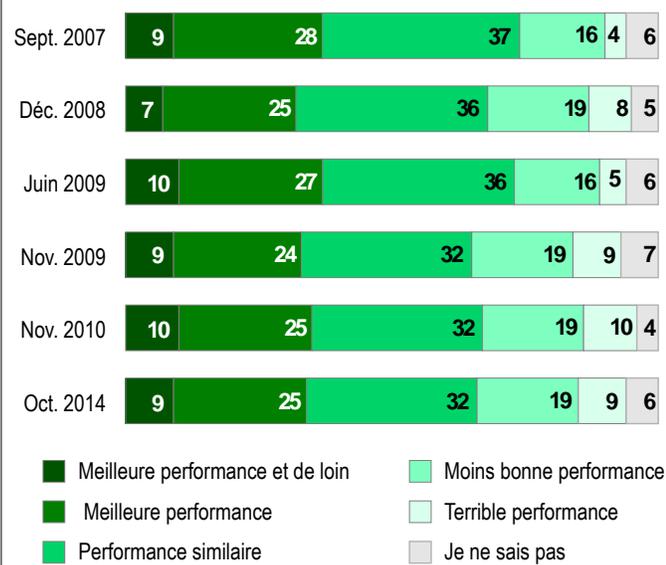
La conviction que le gouvernement est un acteur clé a décliné depuis 2012, de façon plus significative parmi les résidents des provinces de l'Atlantique, de Montréal, de Vancouver, ainsi que parmi les Canadiens dont les revenus se situent entre 30 000 \$ et 50 000 \$ et les partisans du Parti vert.

Le dossier international du Canada sur les changements climatiques. L'évaluation que les Canadiens font de la performance de leur pays sur les changements climatiques par rapport aux autres pays a été remarquablement stable au cours des sept dernières années, en dépit d'un flot régulier de critiques provenant de groupes environnementaux et du fait de se voir accorder le titre de « Dinosaur de l'année » plusieurs années de suite, en raison d'une inaction légendaire au sujet de cet enjeu.

Le tiers des Canadiens croit que la performance du Canada est bien mieux (9 %) ou un peu mieux (25 %) que celle d'autres pays en comparaison d'un autre tiers (32 %) qui affirme qu'elle est à peu près la même. Trois personnes sur dix pensent que cette performance est en quelque sorte pire (19 %) ou vraiment pire (9 %) comparée à celle d'autres pays. Ces résultats sont presque identiques à ceux observés en novembre 2010 et similaires à ceux des années antérieures.

L'évaluation que le public fait de la performance du Canada par rapport à d'autres pays est la plus positive en Alberta (50 % affirment que nous accomplissons un meilleur travail, tandis que 13 % croient que nous faisons pire), suivi de l'Ontario (40 % contre 27 %), tandis que le point de vue le plus négatif est exprimé par les Québécois (17 % croient que nous faisons mieux et 37 % que nous faisons pire). Depuis 2010, les classements ont décliné dans les provinces de l'Atlantique, au Québec et en Colombie-Britannique, alors qu'ils progressent dans les trois provinces des Prairies.

La performance du Canada en matière de climat comparativement aux autres pays 2007 – 2014



Comme avant, les Canadiens ayant des revenus plus élevés et qui sont plus éduqués sont plus enclins que les autres à formuler des critiques sur la position du Canada relative aux changements climatiques. C'est également le cas avec les Canadiens plus âgés (27 % des 55 ans et plus affirment que le Canada fait un meilleur travail que

d'autres pays, un point de vue partagé par presque deux fois plus de personnes que dans la tranche des 18 à 24 ans [52 %]).

Tel qu'envisagé, les partisans du Parti conservateur (qui est à l'heure actuelle le Parti au pouvoir) formulent de façon générale une évaluation positive (46 % mieux contre 12 % pire), contrastant avec ceux qui appuient le Parti vert (26 % contre 39 %), le NPD (30 % contre 41 %) et le Parti libéral (30 % contre 37 %).

Soutenir de nouvelles mesures pour contrer les changements climatiques.

Alors que la plupart des Canadiens croient que leur pays fait au moins aussi bien que d'autres nations pour faire face aux changements climatiques, il existe un vaste soutien du public pour qu'on en fasse encore plus. Presque

neuf personnes sur dix énoncent qu'elles soutiennent fortement (56 %) ou quelque peu (32 %) l'engagement du Canada à prendre d'importantes nouvelles mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays, comme un bon nombre d'autres pays ont maintenant commencé à le faire.

Une forte majorité du public soutient l'idée de prendre de nouvelles mesures contre les changements climatiques, dans toutes les provinces et tous les sous-groupes de la population. On rencontre le plus souvent ce fort appui parmi les femmes, les Québécois, les Canadiens possédant un diplôme universitaire et les partisans du Parti vert, un point de vue aussi partagé par 40 % des partisans du Parti conservateur (83 % de ceux-ci soutiennent fortement ou quelque peu la mise en œuvre de nouvelles mesures en comparaison à 14 % qui s'y opposent).

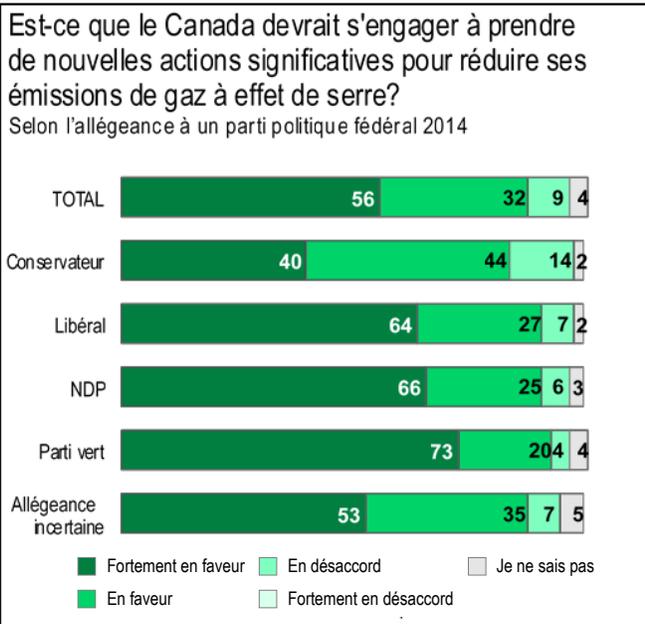
Appui du public envers l'établissement de prix basé sur le carbone

Les Canadiens sont divisés quant au prix raisonnable à payer par les ménages pour mettre en place des mesures sur les changements climatiques. Mais une majorité grandissante de Britanno-Colombiens appuie leur taxe provinciale sur le carbone et une proportion similaire ailleurs au Canada appuierait l'établissement d'une telle taxe dans leur propre province pour contrer les changements climatiques.

Payer plus pour appuyer des mesures sur les changements climatiques.

Si les Canadiens croient que leur pays a besoin de devenir plus sérieux pour s'attaquer au réchauffement planétaire sont-ils toutefois prêts à apporter leur contribution pour ce qui est de payer les coûts substantiels de mise en œuvre des nouvelles mesures visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre?

Le sondage a demandé aux Canadiens s'ils croient qu'il est raisonnable pour un ménage moyen de payer un 100 \$ additionnel par année en taxe et des prix plus élevés pour certains produits et services, à titre de contribution pour régler le problème. Il n'y a pas de consensus du public, alors qu'environ la moitié (49 %) des Canadiens affirme que ce montant est raisonnable



Est-ce raisonnable que les propriétaires paient 100 \$ par année pour des actions contre les changements climatiques?

2008 – 2014



et qu'une proportion presque égale (45 %) mentionne que ce ne l'est pas. La proportion de Canadiens qui pense que ce genre de participation citoyenne est raisonnable a diminué depuis novembre 2012 et elle rejoint les résultats de 2009.

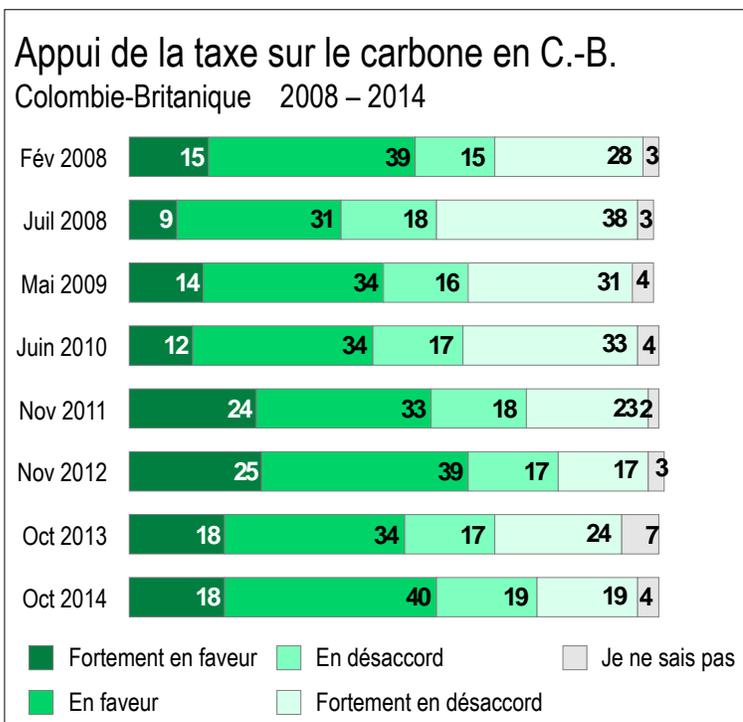
Ce point de vue divisé s'observe à la grandeur du Canada. Une mince majorité appuie le concept que les ménages paient une centaine de dollars par année pour des mesures contre les changements climatiques parmi les hommes, les résidents de toutes les provinces, à l'exception du Québec, du Manitoba et de la Saskatchewan (où l'appui diminue notablement depuis 2012), ainsi que parmi les Canadiens possédant un diplôme universitaire, ceux dans la tranche de revenus, allant de moyenne à élevée, et parmi les partisans du Parti libéral et du NPD.

Ce point de vue est le moins accepté au Québec (44 %), parmi les diplômés du secondaire (44 %) et ceux qui n'appuient aucun parti fédéral (41 %). Les partisans du Parti conservateur sont également divisés entre ceux qui considèrent de tels coûts comme étant raisonnables (47 %) et déraisonnables (48 %). Depuis 2012, l'acceptation par le public de ce type de coût a plus décliné parmi les partisans du NPD (en baisse de 10 %) et du Parti vert (en baisse de 21 %) que parmi les partisans du Parti conservateur (en baisse de 3 %).

La taxe sur le carbone en Colombie-Britannique. La province de Colombie-Britannique a introduit une taxe sur les combustibles fossiles (basés sur le carbone) en 2008, à titre de mesure concrète pour réduire les émissions de gaz à effet de serre; elle a été la première autorité législative en Amérique du Nord à prendre cette mesure. Cette taxe a suscité de la résistance, mais s'est avérée politiquement durable et elle est généralement bien acceptée par le public qui paie maintenant plus pour les combustibles, mais bénéficie d'économies comparables sur d'autres taxes provinciales.

Le soutien du public envers la taxe sur le carbone en Colombie-Britannique s'est affermi au cours des dernières années, alors que près de six personnes sur dix se disent fortement (18 %) ou quelque peu (40 %) en faveur (cet appui était de 52 % en 2013). C'est le plus haut niveau de soutien depuis 2012, bien au-dessus du niveau enregistré au cours des premières années de sa mise en œuvre.

Moins de quatre résidents britanno-colombiens sur 10 s'opposent quelque peu (19 %) ou fortement (17 %) à la taxe provinciale sur le carbone à l'heure actuelle. La proportion qui s'oppose fortement décline depuis 2009 (à l'exception de l'année 2013) et ce taux a nettement fléchi au cours des 12 derniers mois. La taille des sous-échantillons de la Colombie-Britannique limite la portée de l'analyse de ce sous-groupe, mais il est évident que l'appui du public envers la taxe sur le carbone demeure toujours le plus vigoureux dans la région métropolitaine de Vancouver.

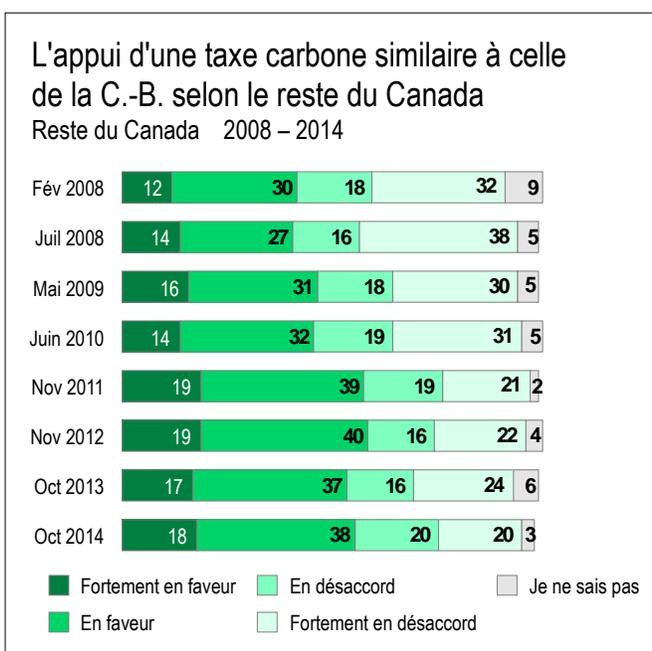


Appui à une taxe sur le carbone, comme celle mise en œuvre en Colombie-Britannique, ailleurs au Canada. Quel est le point de vue des citoyens, ailleurs au Canada, quant à l'établissement d'une taxe sur le carbone comme en Colombie-Britannique dans leur propre province, à titre de politique sur les changements climatiques? Tout comme c'est le cas depuis 2011, une nette majorité de Canadiens à l'extérieur de la Colombie-Britannique exprime

son soutien envers la mise en œuvre d'une telle taxe dans leur province. Le niveau de soutien a légèrement progressé au cours de la dernière année et il est comparable à celui observé en Colombie-Britannique.

Partout au pays (à l'extérieur de la C.-B.), plus de la moitié des citoyens appuient fortement (18 %) ou quelque peu (38 %) une taxe sur le carbone comme celle de la C.-B. pour leur province (en hausse de 2 % depuis 2013), alors que quatre Canadiens sur dix s'y opposent quelque peu (20 %) ou grandement (20 %) (le groupe s'y opposant grandement a vu fondre le nombre de ses partisans de 4 %).¹

L'appui est le plus marqué en Ontario (61 %) et dans les provinces de l'Atlantique (61 %), suivi du Québec (52 %), du Manitoba et de la Saskatchewan (51 %) et finalement de l'Alberta (46 %, où l'opposition est la plus forte, ralliant 30 % des Albertains). Au cours des dernières années, l'appui a augmenté en Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan (en hausse de 6 %), tout en diminuant légèrement au Québec (en baisse de 3 %).



À l'échelle du pays, le soutien du public pour une taxe sur le carbone s'avère le plus marqué parmi les Canadiens de 18 à 24 ans (66 %, contre 50 % parmi les 55 ans et plus) et ces taux sont également en fonction du niveau d'éducation. Comme auparavant, les taxes sur le carbone sont le plus largement appuyées par les partisans des partis de l'opposition fédérale (65 à 67 %), mais la proportion des partisans du Parti conservateur qui partagent ce point de vue a augmenté au cours de la dernière année (45 %, une hausse de 5 %), tout comme chez ceux qui n'appuient aucun parti politique fédéral (51 %, en hausse de 4 %).

¹ La question du sondage a repris la même description de la taxe sur le carbone que celle de la C.-B., puis nous avons demandé aux répondants s'ils soutenaient l'introduction de ce type de politique dans leur propre province.

À propos de l'*Environics Institute for Survey Research*

L'*Environics Institute for Survey Research* a été fondé en 2006 par Michael Adams afin de promouvoir la recherche sociale et encourager une recherche pertinente et originale sur l'opinion publique ayant trait à d'importants enjeux de politique publique et de changement social. Le mandat de l'Institut vise à sonder les individus et les groupes dont on se préoccupe habituellement peu et poser des questions qui sortent des sentiers battus. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le www.EnvironicsInstitute.org ou contactez Keith Neuman, Ph. D. par téléphone au 416 969-2457 ou par courriel à keith.neuman@environics.ca

À propos de la Fondation David Suzuki

La Fondation David Suzuki collabore avec des Canadiens de tous les milieux, incluant le milieu gouvernemental et le milieu des affaires, afin de préserver notre environnement et trouver des solutions qui créeront un Canada durable grâce à la recherche, l'éducation et des politiques basées sur des évidences scientifiques. Pour obtenir plus d'information au sujet des travaux sur les changements climatiques, réalisés à la Fondation David Suzuki, visitez le www.davidsuzuki.org/fr ou contactez Karel Mayrand, directeur général pour le Québec à kmayrand@davidsuzuki.org.